

Géopolitique d'une Europe désunie

Nouvelles menaces, nouvelles alliances : jusqu'où ira la crise ?



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur général adjoint et directeur des programmes de Grenoble Ecole de Management

Après s'être divisés à l'épreuve de la crise migratoire, les Européens peinent à constituer un front commun dans la guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis.

Où en seront les "désunions européennes" quand, le 13 mars 2019, s'ouvrira le prochain Festival de géopolitique organisé sur ce thème par Grenoble Ecole de Management (www.grenoble-em.com)?

A défaut d'être devin, il n'est pas interdit d'être prospectif, au sens où l'entendait Pierre Renouvin, qui sut appliquer à l'étude des relations internationales la méthode de l'Ecole des *Annales* : déceler les "forces profondes" qui, en l'emportant tendanciellement sur d'autres, ont le plus de chances de modeler le futur. Ou, pour parler comme Bertrand de Jouvenel : "*savoir distinguer ce qui, dans la gestation de l'avenir, procède des pouvoirs ou de la liberté*".

Les pouvoirs? Ce sont ceux détenus par les institutions de l'Union et, résiduellement, par les Etats qui la composent, en interaction avec d'autres acteurs : empires politiques et/ou commerciaux (Etats-Unis, Russie, Chine), entités économiques déterritorialisées (les GAFA), instances de régulation comme l'OMC, ONG transnationales, dont l'importance n'est plus à démontrer dans la formation de l'opinion... La liberté? C'est bien évidemment celle des peuples de s'éloigner des voies tracées par lesdits pouvoirs. On l'a vu avec le Brexit, mais aussi avec la montée des forces populistes en Italie et en Europe centrale. Sans parler des mouvements centrifuges qui se sont exprimés en Espagne avec la tentative de sécession catalane.

Dans la généalogie récente des désunions européennes, la décision d'Angela Merkel d'accueillir 1 million de demandeurs d'asile pendant l'été de 2015 a joué, tout le monde l'admet, le rôle d'une bombe à fragmentation. La montée générale des mouvements populistes, sans parler des thématiques liées à l'immigration qui ont fait pencher la balance du côté du Brexit, n'ont pas fini de peser sur les événements. D'abord parce qu'ils rebattent les cartes à l'intérieur de plusieurs Etats. Ensuite parce qu'ils contribuent à faire émerger de nouvelles alliances qui ne manqueront pas de bouleverser le visage du prochain Parlement européen. Mais un autre facteur va mettre à rude épreuve l'unité politique du continent dans les mois qui viennent : le tour que prendra la guerre commerciale déclarée par les Etats-Unis au "reste du monde" et la capacité des Européens à s'adapter – ou pas – aux embargos unilatéraux décrétés par Washington (notamment contre l'Iran), obstacles que l'extraterritorialité du dollar rend *hic et nunc* difficiles à contourner...

Quand l'alliance Rome-Budapest et l'entente régionale Vienne-Munich-Rome fragilisent le couple franco-allemand

Aux alliances nationales s'ajoutent désormais des ententes régionales qui rappellent davantage l'Europe de Bismarck que celle de Jean Monnet.

Tandis qu'Emmanuel Macron s'efforce, en vain pour l'instant, de convaincre Berlin de "refonder l'Europe" selon les principes qu'il a développés, le 27 août, devant la conférence annuelle des ambassadeurs puis, début septembre, lors de sa tournée des capitales du Nord – accroissement de l'intégration de la zone euro, renforcement de l'Europe militaire via la réforme de l'article 42-7 du Traité d'Union – les populistes s'organisent. Avec pour mot d'ordre de refuser le verrouillage institutionnel proposé par Paris, dont même les Allemands se méfient. Ce qui est nouveau.

Pourquoi ont-ils changé ? Essentiellement en raison de la faillite grecque et du risque ultérieur de voir les Etats les plus riches soumis à des mécanismes automatiques de péréquation financière en faveur des économies les plus fragiles. Puis est venue la crise migratoire, qui a durablement ébranlé l'assise électorale d'Angela Merkel.

"Paris a sous-estimé ce que signifiait l'entrée de l'AFD [ndlr : Alternative pour l'Allemagne (extrême-droite)] au Bundestag, résumait Almut Möller, membre du Conseil européen des relations internationales, dans *Le Monde* du 27 août. Ces derniers mois, la thématique migratoire a été très importante, outre-Rhin, et le niveau d'énergie de Merkel sur l'Europe est bien différent de celui de Macron".

On ne saurait en dire autant de l'activisme déployé par l'Italien Matteo Salvini, patron de la Ligue du Nord et ministre de l'Intérieur du gouvernement Conte, ni du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui viennent de sceller leur alliance sur un double axiome : puisque l'Italie a prouvé qu'on pouvait refouler les migrants sur mer et la Hongrie sur terre, c'est la preuve que Bruxelles se trompe en recommandant, faute de mieux, leur répartition. L'un et l'autre ne cachent pas leur volonté de fédérer autour d'eux les eurosceptiques de tous poils.

En Allemagne, la CSU bavaroise, alliée historique de la CDU d'Angela Merkel, parle désormais comme Salvini et Orbán. Le gouvernement autrichien de Sebastian Kurz aussi. Aux alliances nationales s'ajoutent désormais des alliances régionales. Voilà qui rappelle davantage l'Europe de Bismarck que celle de Jean Monnet, conçue pour substituer aux rapports de forces une logique de coopération...

Quels nouveaux équilibres au Parlement européen ?

L'irruption des populistes dans l'hémicycle pourrait fragiliser le condominium établi, depuis quarante ans, entre les Chrétiens-démocrates et les socialistes.

C'est au sein de l'Assemblée de Strasbourg, renouvelable en mai prochain, que ces nouveaux clivages devraient se traduire le plus clairement. Jusqu'alors, en effet, le pouvoir y était exercé alternativement par deux groupes : le PPE (Parti populaire européen, dominé par les chrétiens-démocrates allemands) et le groupe socialiste, dirigé, de fait, par le SPD. Un *condominium* qui pourrait être mis à mal par l'irruption des forces populistes. Surtout si, Brexit oblige, les conservateurs britanniques se retrouvent soudain aux abonnés absents, eux qui servaient régulièrement d'appoint à la droite classique dans l'hémicycle...

Le PPE a senti le danger au point que l'un de ses principaux dirigeants, Manfred Weber, candidat d'Angela Merkel à la tête de la Commission de Bruxelles, ne manque pas une occasion d'arrondir les angles avec les députés issus du parti de Viktor Orbán - même si, pour la forme, il a voté, le 12 septembre, la motion condamnant la politique migratoire pratiquée en Hongrie.

Prodrome d'une alliance future entre la démocratie chrétienne et une partie au moins des eurosceptiques ? Une telle évolution ne serait pas anecdotique dans la mesure où le Parlement de Strasbourg n'est plus un acteur mineur des institutions européennes. Ses pouvoirs n'ont cessé d'augmenter au fil des Traités, de sorte qu'il élit désormais le président de la Commission, investit ses membres et peut la censurer, comme il en va de toute instance législative à l'égard de l'exécutif.

Face à l'hégémonie du dollar, combien de divisions européennes?

Au-delà des facteurs politiques ou idéologiques qui minent l'unité européenne, un facteur exogène va peser de plus en plus lourd dans les prochains mois : l'unilatéralisme économique et commercial pratiqué par les Etats-Unis. En un mot comme en cent, les 28 sauront-ils trouver un terrain d'entente pour protéger leurs entreprises, ou continueront-ils, faute d'une réponse commune et crédible, à céder aux *desiderata* de leurs concurrents américains, trop heureux de les voir s'effacer du paysage au gré des embargos décrétés par Washington?

Déjà, beaucoup de grands groupes ont dû céder aux injonctions du Département d'Etat qui les menaçait d'amendes prohibitives si elles ne quittaient pas l'Iran : fin août, Total a jeté l'éponge alors qu'il s'apprêtait à exploiter le plus grand gisement gazier du monde malgré un investissement initial d'1 milliard de dollars ; Deutsche Telecom, Deutsche Bahn et Siemens aussi, sans parler d'Airbus, d'Air France ou d'Air Liquide, et de centaines de PME moins médiatisées...

Mais on note déjà que le ton n'est pas identique à Bruxelles, Londres, Paris, Rome ou Berlin. Si, en France comme en Grande-Bretagne, on se contente de regretter la politique de Washington, la Commission, elle, tente de promouvoir une loi dite de "blocage" qui permettrait aux entreprises attaquées par les tribunaux américains, de contester cette procédure... devant la justice européenne. Autant dire que, pour l'heure, la Maison Blanche ne se montre guère impressionnée. Mais à Rome et à Berlin, certains proposent des solutions plus radicales.

En Italie, le gouvernement Conte vient d'annoncer qu'un consortium bancaire aiderait les entreprises à commercer avec l'Iran en euros, afin de contourner les règles d'extraterritorialité du dollar dont se sert Washington pour faire plier les Européens. Mais c'est en Allemagne qu'on est allé le plus loin, non dans la protestation, mais dans l'amorce d'une solution. Reprenant, presque un demi-siècle après de Gaulle, ses critiques prophétiques contre "*l'hégémonie du dollar*", le ministre fédéral (SPD) des Affaires étrangères, Heiko Mass, a appelé, fin août, à mettre en place "*un canal interbancaire de paiements internationaux indépendant du système SWIFT américain*", aujourd'hui en situation de monopole. Fait remarquable : si Angela Merkel a indiqué que SWIFT avait son utilité en matière de coopération antiterroriste, elle n'a pas contesté la proposition de son ministre... Alors que les effets de l'embargo américain commencent tout juste à se faire sentir, il est probable que le sujet reviendra de plus en plus souvent sur le devant de la scène. De Pékin à Moscou en passant par New Delhi, l'Europe, dans cette hypothèse, ne manquera pas d'alliés... ■

Pour aller plus loin : Le Festival géopolitique de Grenoble organisé par Grenoble Ecole de Management (GEM) du 13 au 16 mars 2019 sur le thème *Désunions européennes*. "*Plusieurs événements survenus ces dernières années imposent d'interroger l'avenir de l'Union*, explique Jean-Marc Huissoud, directeur du Festival et professeur à GEM. *Quelle Europe nous attend dans les années à venir : une Europe de l'Union ou une Europe des Unions ?* » (www.grenoble-em.com).

Alors que les effets de l'embargo américain sur l'Iran commencent à peine à se faire sentir, il est probable que la question de l'indépendance européenne en matière de paiements internationaux revienne avec insistance sur le devant de la scène.

EXTRAIT :

L'Europe a-t-elle renoncé à l'union européenne ? "*L'unanimité européen qui a fait loi dans le cas du Brexit n'a aucune chance de s'étendre magiquement aux grandes béances qui minent l'Union par ailleurs, qu'elles soient idéologiques et stratégiques entre Est et Ouest, ou économiques et migratoires entre Nord et Sud. L'on commence plutôt à subodorer que l'unité ponctuelle et salvatrice des capitales vis-à-vis de Londres va finir par leur fournir le blanc-seing nécessaire pour qu'elles continuent d'évacuer toute perspective sérieuse de réforme de l'UE. Si cette tendance se confirme, l'Union européenne sera davantage en danger qu'au lendemain du vote britannique du 23 juin 2016 [...]. Il n'est pas interdit dans ce contexte de prendre au mot la sentence de Jean-Claude Juncker, qui déclarait en 2014 que son mandat à la tête de la Commission européenne serait celui de la dernière chance pour l'UE.*" Olivier de France, directeur de recherche à l'Iris, *La Croix*, 22 août 2018.

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur notes-geopolitiques.com